

Ecole municipale de musique



Règlement Intérieur

Ecole de musique municipale
(Château Vandame - parc face à la mairie)
74, rue du Général Leclerc
☎ : 03 20 40 76 91

Secrétariat ouvert :
du lundi au vendredi de 14 h 00 à 18 h 00

S. O. M. M. A. I. R. E.

Article 1 : Organisation et structure administrative

Article 2 : Disciplines enseignées

Article 3 : Informations et Conditions d'Admission

Article 4 : Inscriptions et calendrier

Article 5 : règlement financier

Article 6 : Assurance Responsabilité Civile

Article 7 : Absences

Article 8 : Discipline

Article 9 : Sécurité

Article 10 : Scolarité , Contrôle des connaissances

Article 11 : Assiduité , Congés

Article 12: Disciplines obligatoires

Article 13 : Activités Publiques, Concerts

Article 14 : Prêts d'instruments et de salles



REGLEMENT INTERIEUR

Article 1er : Organisation et structure administrative

a) L'école de musique est un service public culturel municipal chargé de dispenser un enseignement spécialisé dans le domaine artistique. L'école est gérée par Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services. Le conseil municipal vote le budget après proposition du directeur et contrôle l'emploi des fonds votés afin de veiller à la bonne marche de l'établissement.

L'école est placée sous la responsabilité du directeur qui a pour charge d'assurer :

- * le respect du règlement intérieur et pédagogique ;
- * le recrutement du personnel enseignant ;
- * les orientations pédagogiques en concertation avec l'ensemble des professeurs ;
- * la surveillance et la discipline générale ;
- * les rapports avec le public ;
- * l'emploi du temps et la répartition du crédit horaire ;
- * la répartition des crédits en fonction des besoins ;
- * la vie culturelle de l'établissement et les relations avec les instances culturelles diverses.

b) L'école municipale est ouverte à des publics divers de par les goûts, l'origine socioculturelle ou l'âge, dans le cadre de ses potentiels.

c) Elle concourt au développement de la pratique musicale collective amateur que ce soit en son sein ou avec différentes structures partenaires, avec lesquelles des conventions peuvent être établies. Ce développement prend des formes diverses, de l'éveil à la formation de l'amateur autonome en passant par tous les degrés de l'apprentissage. Il doit permettre à tous les élèves de maîtriser les moyens d'expression, les connaissances et les techniques.

d) La diffusion et la création, organisées tant avec le concours des élèves que des professeurs, et/ou celui d'artistes indépendants sont des composantes de la mission de l'établissement, étroitement associées aux missions pédagogiques dont elles constituent à la fois des moyens et des résultats. L'école municipale participe en cela à l'activité culturelle de la ville dont elle est l'un des éléments moteur.

e) Son fonctionnement pédagogique, régi par le «***règlement des études***», est placé sous l'autorité du chef d'établissement, qui agit dans le respect des orientations ministérielles en lien avec les Coordinateurs de départements et l'ensemble des Enseignants.

f) L'activité de l'école est définie par le présent «***règlement intérieur***» et le «***règlement des études***». Ces règlements sont valables pour l'année scolaire en cours uniquement.

Article 2 : Disciplines enseignées

L'école municipale dispense ses cours dans les disciplines suivantes :

➤ **Pour les 5 et 6 ans**
(Maternelle grande
section et CP)

✓ Jardin et Eveil musical

➤ **A partir de 7 et 8 ans**

✓ Formation musicale (CE1 et CE2)

✓ Bois : Flûte traversière, Clarinette, Saxophone

✓ Cuivres : Trompette, Trombone, Tuba

✓ Cordes : Violon, Alto, Violoncelle

✓ Claviers : Accordéon, Piano

✓ Percussions : Batterie, Claviers, Timbales,

✓ Pratiques Collectives : Atelier jazz, Ensembles de Saxophones
Clarinettes, Flûtes, Percussions, Accordéons.

✓ Chorale enfants et adolescents

✓ Orchestre d'harmonie niveau débutant

✓ Orchestre d'harmonie niveau confirmé (ouvert également
aux non-résidents)

✓ Orchestre de chambre

✓ Musique de chambre

✓ Big Band de jazz

✓ Coursus adapté pour les élèves adultes

✓ Culture musicale et préparation au baccalauréat, Initiation à
l'écriture et composition jazz, Atelier d'improvisation,

✓ Atelier d'arrangement et de transcription.



Article 3 : Informations et Conditions d'Admission

a) Le présent règlement est affiché dans les locaux de l'école municipale. Un exemplaire de ce règlement intérieur ainsi que celui du règlement des études est remis aux parents ou élèves majeurs lors de la première inscription. Il est également disponible sur le site internet de la commune. **L'inscription à l'école de musique municipale entraîne l'acceptation de ces deux règlements.**

b) Une fois admis, les élèves sont tenus de se documenter sur les dates des examens de fin de cycle et/ou contrôles continus les concernant ainsi que sur les dates des auditions liées à leurs études.

b) Toutes les informations concernant la rentrée scolaire, les vacances, les examens et auditions sont affichées dans les locaux de l'école et diffusées verbalement ou par convocation personnelle par les enseignants ou le secrétariat.

➤ Elles font également l'objet d'une publication sur le site internet de la commune
http://www.villesaintandre.fr/www/fr/accueil/animations__culture/lecole_de_musique.aspx

d) L'admission des élèves en classe instrumentale est détaillée dans le règlement des études

LES PARENTS NE SONT INVITES A SUIVRE LES COURS QUE SUR INVITATION DU PROFESSEUR.

Article 4 : Inscriptions et calendrier

a) La réinscription d'une année à l'autre des élèves restant en scolarité est de droit mais ne les dispense pas des formalités d'inscription dans les délais indiqués :

Les dates d'inscription et de réinscription sont fixées par la direction et communiquées par voie d'affichage. Aucune inscription ou réinscription ne sera acceptée en dehors des périodes fixées (exception faite des élèves ayant changé de domicile en cours d'année).

Le droit d'inscription, fixé chaque année, par le conseil municipal doit être réglé le jour de l'inscription. Ce droit n'est pas remboursable sauf démission dans le premier mois de l'année scolaire. Dans ce cas, la demande sera adressée par écrit dans les délais à la direction, qui transmettra à l'administration municipale

- b)** En cas de demandes excédant les capacités d'accueil de l'Ecole de musique municipale et, la priorité sera donnée aux élèves de la commune, et si besoin était, les listes d'attentes par date d'inscription détermineront l'ordre d'acceptation des candidatures.

- c)** Les activités de pratiques collectives (orchestres, ensembles, chorales, musique de chambre,...) peuvent être fréquentées par des élèves hors cursus, à la condition expresse de satisfaire à un test instrumental, réalisé par l'enseignant ou le coordinateur de département responsable du secteur.

Article 5 : règlement financier

1) CONTRIBUTION 2014/2015

L'école étant à la charge exclusive de la commune, ces sommes couvrent une partie des frais de fonctionnement, elles sont perçues en une seule fois au moment de l'inscription.

Par solidarité entre les familles un **barème progressif en fonction des revenus est appliqué**

2) ELEVES ANDRESIENS NON SALARIES

- Calcul du quotient (revenu brut global du foyer/nombre de parts /12)

3) ELEVES ANDRESIENS SALARIES

4) ELEVES NON-ANDRESIENS

- Comme précédemment, les enfants habitant SAINT-ANDRE dont les parents ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu reçoivent les cours gratuitement.
Cette situation devant s'apprécier avant toute déduction ou avoir fiscal.
- Les andrésien(ne)s dont les revenus sont compris dans la première tranche des revenus imposables pourront faire une demande auprès du CCAS qui étudiera les possibilités d'aide totale ou partielle.
- Le personnel municipal et les enfants du personnel municipal se voient appliquer le tarif andrésien.

PIECES A FOURNIR :

- **1 avis d'imposition ou non-imposition** des revenus **du foyer fiscal**.
(les deux pour les couples vivant maritalement)
- **1 carte récente de la CAF** indiquant le quotient familial pour les prestataires de cet organisme.
- **1 chèque** à l'ordre du trésor public du montant de l'inscription
- **1 chèque** à l'ordre du trésor public pour la location

Article 6 : Responsabilité

a) Les parents demeurent responsables des enfants mineurs, jusqu'à la prise en charge des élèves par les enseignants pour la durée des cours, et dès la fin du cours.

L'emploi du temps des cours collectifs est affiché à chaque rentrée scolaire. Les cours individuels sont gérés directement par l'élève (par les responsables pour les élèves mineurs) et le professeur de la discipline concernée.

Les parents sont informés en début d'année des horaires de cours des enfants,

la responsabilité du personnel enseignant sera donc limitée :

- Aux horaires de cours précis à la condition expresse que l'élève se soit présenté au début de l'heure du cours ;**
- A la salle de cours (parc non compris) occupée à l'heure prévue.**

Dans tous les cas, les jeunes enfants sont à récupérer à l'issue de la séance, le secrétariat ne pouvant en aucun cas faire office de garderie.

La responsabilité de l'école municipale n'est plus engagée en cas :

- D'absence d'un professeur clairement indiquée par affichage sur la porte de l'école.**
- De sortie de l'élève, entre deux cours, en dehors des bâtiments.**

c) La responsabilité de l'école municipale ne saurait être engagée sans preuve d'une faute imputable, lorsque des dommages corporels et/ou matériels sont causés aux élèves dans l'enceinte de l'école, ou à l'occasion d'activités extérieures organisées par celle-ci.

Article 7 : Absences

Elèves :

- a)** Les élèves doivent fréquenter avec assiduité les cours de formation musicale, d'instrument, d'ensemble.
- b)** Les enseignants tiennent à jour des feuilles de présence journalière pouvant servir de preuve en cas de contestation.
- c)** Pour toute absence, il est demandé aux parents de prévenir le secrétariat dans les plus brefs délais, par téléphone ou par écrit. Les absences excusées par les élèves eux-mêmes ne sont pas valables.
- d)** Si l'absence dure plusieurs jours, il est obligatoire de fournir un certificat médical.
- e)** Toute absence à trois cours consécutifs non motivée ou des absences en trop grand nombre durant le trimestre feront l'objet d'un avertissement qui, s'il n'est pas suivi entraînera le renvoi.
- f)** Les élèves sont tenus d'observer une grande ponctualité aux cours, tout retard trop important pourra entraîner l'éviction du cours concerné.
- g)** Toute modification de la situation scolaire, congés, démissions, voyages scolaires, changement de domicile est à signaler dans les plus brefs délais.
- h)** En cas d'absence de l'élève, ce dernier ne pourra exiger de l'école municipale un remplacement de son cours, excepté après accord de l'enseignant responsable de ce cours.
- i)** A chaque absence non motivée, l'administration de l'école municipale de musique avertit les parents des élèves mineurs.
- j)** Pendant la durée des concerts, auditions, animations, répétitions publiques, conférences, master-classes, etc..., les élèves sont placés sous la responsabilité de l'école municipale et de son personnel. Les parents des élèves mineurs, avant et après ces activités, retrouvent la responsabilité de leurs enfants et de leur bon comportement.

Enseignants :

- k)** Les absences imprévisibles des enseignants sont signalées par voie d'affichage sur la porte de l'école municipale de musique. Dans ce cas, l'école ne sera ni responsable de l'enfant, ni tenue d'en assurer la garde.
- l)** Les absences programmées des enseignants sont signalées dans le carnet de correspondance des élèves mineurs concernés.
- m)** Toutes les absences des enseignants pour maladie ou formation continue ne pourront entraîner un quelconque remplacement des cours.
- n)** L'école de musique suivant le rythme scolaire, les vacances sont identiques à celles de l'éducation nationale.

Article 8 : Discipline

Règles générales :

- a) La discipline dans les locaux de l'école municipale est placée sous la responsabilité du directeur de l'école municipale. Tout le personnel est chargé de faire respecter les directives établies.
- b) Il est interdit aux élèves de sortir le matériel des classes pour quelque motif que ce soit sans autorisation écrite préalable de la direction.
- c) Les détériorations et dégradations commises par les élèves sur le matériel instrumental, le mobilier, les objets et les locaux de l'école municipale seront réparées aux frais des parents des élèves responsables, ou des élèves eux-mêmes s'ils sont majeurs.
- d) La participation aux cours d'un élève victime d'une maladie contagieuse est interdite. Après une maladie contagieuse, les parents de l'élève, ou l'intéressé s'il est majeur, devront fournir un certificat médical autorisant la reprise des cours.
- e) Les élèves ne doivent pas se servir des téléphones de l'école municipale. Il est conseillé aux familles de doter leur enfant soit d'une carte téléphonique permettant d'appeler d'un « point phone » ou d'un téléphone portable, lequel ne peut être utilisé pendant les cours ou activités.
- f) Les photocopies de partitions éditées sont interdites dans l'établissement, sauf si elles sont en conformité avec la convention signée avec la **Société des Editeurs de Musique**. Ces photocopies autorisées possèdent alors la vignette de la **Société des Editeurs de Musique**.
- g) Pour toute faute grave à la discipline, manque de respect envers un professeur ou autre personne travaillant à l'école, infraction au règlement, le renvoi pourra être prononcé. L'école décline toute responsabilité en cas de vol ou de dégradation de matériel personnel entreposé ou oublié dans les locaux.

Article 9 : Sécurité

- a) Il est strictement interdit de courir dans les locaux de l'école municipale. De même, il est strictement interdit de sauter dans les escaliers.
- b) En cas de nécessité tout élève peut s'adresser au secrétariat pendant les heures d'ouverture, ou à un enseignant, pour avertir les secours ou sa famille.
- c) Les dispositions réglementant le droit de fumer dans les lieux publics sont applicables dans les locaux de l'école municipale. Par conséquent, il est formellement interdit à toute personne de fumer dans l'établissement.
- d) En cas de déclenchement de l'alarme sonore (sirène), les bâtiments doivent être évacués immédiatement par l'issue la plus proche, y compris les issues de secours, sous le contrôle des enseignants ou du personnel de l'établissement. Une fois à l'extérieur, les personnes évacuées doivent se regrouper, sur la pelouse face à la porte d'entrée de l'école, afin d'être dénombrées et prises en charge. **Aucun élève n'est autorisé, dans ce cas, à quitter son responsable sous peine de compromettre l'organisation des secours.**

Article 10 : Sclarité, Contrôle des connaissances

- a) Le déroulement et la durée des études sont établis sur la base du schéma d'orientation pédagogique des établissements contrôlés par la Direction de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles du Ministère de la Culture et de la Communication.
- b) Le fonctionnement par cursus ainsi que les durées maximum d'études dans chaque cycle sont précisés dans le «**règlement des études**».
- c) La sclarité dans un cursus prend fin avec l'obtention des U.V du cycle le plus élevé ou du plus haut diplôme délivré par l'établissement (Certificat de Fin d'Etudes Musicales), par la radiation ou la démission. Après l'obtention de son diplôme, l'élève peut continuer sa sclarité dans le cadre des ensembles de pratiques collectives.
- d) L'évaluation des connaissances s'établit suivant le «**règlement des études**».

Article 11 : Assiduité, Congés

- a) La direction peut accorder un congé d'une durée maximale d'une année scolaire. Dans ce cas, l'élève reprend sa sclarité à la rentrée suivante, dans le cycle où il l'a quittée ou dans celui qu'il aurait dû intégrer.

Cette autorisation n'est pas renouvelable et doit être sollicitée avant le 1er novembre de l'année scolaire en cours.

- b) En cas de situation particulière, le chef d'établissement peut proposer un cursus adapté.

Article 12 : Disciplines obligatoires

- a) Outre sa discipline instrumentale (U.V dominante), un élève se voit, suivant son niveau, affecté dans une classe de formation musicale obligatoire (U.V complémentaire).
- b) L'affectation des élèves dans les ensembles de pratique collective de l'école municipale de musique (musique de chambre, orchestres d'harmonie, orchestre à cordes, ensembles de jazz, etc...) est décidée dès le début de l'année scolaire, en concertation avec l'élève, les professeurs concernés et le chef d'établissement.
- c) La participation aux classes de pratiques collectives est obligatoire tout au long des cursus. Elle fait partie intégrante de l'enseignement de l'école municipale de musique (U.V. complémentaire) qui dispense une formation globale.

Article 13 : Activités Publiques, Concerts

a) Les activités publiques de l'école municipale de musique sont conçues dans un but essentiellement pédagogique. Ces activités font partie intégrante de la scolarité. L'apprentissage et la pratique artistique ne peuvent se concevoir sans présentation au public. Elles comprennent des concerts, auditions, animations, répétitions publiques, conférences, master-class, etc...

b) Les élèves concernés sont informés, en temps utile, des dates de prestations. La participation aux manifestations organisées par l'école est obligatoire pour les élèves dont la présence est requise.

Aucune concurrence d'activité quel qu'elle soit ne sera admise le jour d'une prestation si elle compromet la qualité de l'ensemble. Tout manquement (sauf raison médicale avec certificat) entraînera un renvoi temporaire ou renvoi définitif.

c) Dans tous les cas, les élèves apportent gracieusement leur concours à ces activités publiques.

Article 14 : Prêts d'instruments et de salles

1) Prêts d'instruments :

a) Les instruments **sont prêtés** (sauf piano et percussions) pour une durée de **trois ans**, aux élèves suivants régulièrement les cours moyennant une location annuelle dont le montant est fixé chaque année par l'administration municipale. La location sera à régler dans son intégralité au moment de l'inscription. Cette location est consentie pour une année scolaire et pourra être renouvelée par reconduction tacite.

b) L'élève est personnellement responsable du matériel prêté et en assurera l'entretien, les réparations ainsi que le remplacement en cas de vol ou destruction. Il conviendra de veiller à ce que l'instrument soit bien assuré (attestation à fournir à la rentrée). Il s'engage **à Supporter** tous les frais de remise en état et d'entretien pour l'instrument (cordes, anches, re-méchage de l'archet) et **à Payer à la ville** le prix de remplacement de l'instrument et de ses accessoires en cas de perte ou dommage irréparable.

c) L'élève pourra le présenter au directeur, sur demande au terme de l'année scolaire, en l'état d'origine.

d) L'Instrument ne pourra être loué ou prêté à une tierce personne.

e) **À la restitution**, une attestation sera à faire remplir par un luthier témoignant de l'état de l'instrument et des éventuels travaux à prévoir. Si l'instrument prêté était neuf ou avait fait l'objet d'une remise en état récente les réparations seront à la charge unique des locataires.

f) Le locataire s'engage à restituer dans un délai d'un mois l'instrument en cas de démission et de renvoi. Dans le cas contraire, l'instrument fera l'objet d'une déclaration de vol auprès des services de police.

g) Les élèves pourront bénéficier à l'issue de la période de prêt d'un crédit gratuit plafonné à 1500 € (durée 3 ans maximum), d'une remise de 15 à 20 % sur l'achat d'un instrument (accord non contractuel avec certains fournisseurs).

Reproduction des oeuvres musicales

- a) Il est rappelé à l'intention des enseignants et des familles la nécessité de se conformer au respect de la législation en vigueur relative à la reproduction d'œuvres musicales.
- b) L'Ecole a signé avec la Société des Editeurs de Musique une convention l'autorisant, sous conditions, à une utilisation collective de la photocopie.
- c) Les familles ont à assurer selon les besoins des enseignants, la fourniture de musique imprimée.

2) Prêts de salles :

a) Certaines salles de l'école municipale peuvent être mises à disposition régulière des élèves, ou de structures partenaires (à titre gratuit, sous leur responsabilité directe, ou parentale s'ils sont mineurs).

A cet effet, des conventions seront établies entre l'école municipale et le demandeur.

b) En dehors de leurs cours, les élèves peuvent solliciter une salle, pour leur travail artistique personnel, ou la pratique collective.

Leur demande doit être adressée au secrétariat qui leur octroiera une salle suivant les possibilités du planning.

CE REGLEMENT INTERIEUR EST VALABLE POUR L'ANNEE SCOLAIRE Erreur ! Liaison incorrecte.



IV - PRET D'INSTRUMENT ET AIDE MUNICIPALE A L'ACQUISITION

1) Prêt d'instrument :

Les instruments sont prêtés (sauf piano et percussions) pour une durée de trois ans, moyennant une location annuelle dont le montant est fixé chaque année par l'administration municipale. La location sera à régler dans son intégralité au moment de l'inscription.

L'élève est personnellement responsable du matériel prêté et en assurera l'entretien, les réparations ainsi que le remplacement en cas de vol ou destruction. Il conviendra de veiller à ce que l'instrument soit bien assuré (attestation à fournir à la rentrée).

A la restitution, une attestation sera à faire remplir par un luthier témoignant de l'état de l'instrument et des éventuels travaux à prévoir. Si l'instrument prêté était neuf ou avait fait l'objet d'une remise en état récente, les réparations seront à la charge unique des locataires.

2) Aide municipale à l'acquisition :

Les élèves pourront bénéficier à l'issue de la période de prêt d'un crédit gratuit plafonné à 1500 € (durée 3 ans maximum), d'une remise de 15 à 20 % sur l'achat d'un instrument (accord non contractuel avec certains fournisseurs).

D é m a r c h e :

1) **Acheter son instrument** avec un financement à crédit (partiel ou total maxi 1500€), l'organisme restant à la libre appréciation de chacun. Il faudra cependant éviter les crédits employeurs ou du type crédisponible.

2) Nous fournir :

- a) La facture de l'instrument ;
- b) Le tableau d'amortissement du crédit ;
- c) Un RIB ;
- d) A l'issue de chaque année une attestation de la banque faisant apparaître le montant annuel des intérêts réglés.

N. B. : Les intérêts feront l'objet d'un règlement annuel par le Trésor Public.